

Considérant qu'il est urgent, à la lumière des résultats du contrôle budgétaire 1989, d'affecter au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale, les sommes nécessaires pour assurer le financement en 1989 du secteur des indemnités du régime général de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Un montant de 3 000 millions de francs est prélevé sur le produit des cotisations de sécurité sociale attribuées pour l'année 1989 au régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés et est affecté au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale visé à l'article 39 bis de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

**Art. 2.** Les modalités d'exécution des dispositions de l'article 1er sont déterminées par le Ministre des Affaires sociales après consultation avec les organismes de sécurité sociale concernés.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1989.

**Art. 4.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 septembre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
Ph. BUSQUIN

Overwegende dat het, in het licht van de resultaten van de begrotingscontrole 1989, dringend is de noodzakelijke bedragen toe te wijzen aan het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid om in 1989 de financiering veilig te stellen van de sector uitkeringen van de algemene regeling van de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Een bedrag van 3 000 miljoen frank wordt afgenomen van de opbrengst van de sociale zekerheidsbijdragen die voor het jaar 1989 worden toegekend aan het stelsel der kinderbijslagen voor werknemers en wordt toegewezen aan het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid, bedoeld bij artikel 39 bis van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

**Art. 2.** De uitvoeringsmodaliteiten van de bepalingen van artikel 1 worden door de Minister van Sociale Zaken bepaald na overleg met de betrokken sociale zekerheidsinstellingen.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1989.

**Art. 4.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 september 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
Ph. BUSQUIN

#### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F 89 — 1995

**3 OCTOBRE 1989.** — Arrêté royal relatif au recrutement et à la formation de certains candidats officiers de carrière des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1<sup>er</sup> mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, notamment l'article 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 13 juillet 1976;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;  
Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté a pour but de recruter et de former des candidats officiers de carrière pour les forces terrestres, aériennes et navales et pour le service médical dans les catégories suivantes :

- 1<sup>o</sup> Recrutement normal ou complémentaire :
  - candidats officiers ingénieurs industriels;
  - candidats officiers de pont de la force navale;
- 2<sup>o</sup> Recrutement spécial :
  - candidats officiers porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type long ou d'un niveau équivalent obtenu dans la spécialité déterminée lors de chaque recrutement;
  - candidats officiers de pont de la force navale porteurs du diplôme d'aspirant-officier au long cours.

#### MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N: 89 — 1995

**3 OKTOBER 1989.** — Koninklijk besluit betreffende de werving en de opleiding van bepaalde kandidaat-beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de Raad van State;  
Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — Algemeen

**Artikel 1.** Dit besluit heeft als doel kandidaat-beroepsofficieren aan te werven en op te leiden voor de land-, de lucht- en de zeemacht en de medische dienst in de volgende categorieën :

- 1<sup>o</sup> Normale of aanvullende werving :
  - kandidaat-officieren industrieel ingenieur;
  - kandidaat-dekofficieren van de zeemacht;
- 2<sup>o</sup> Bijzondere werving :
  - kandidaat-officieren houder van een diploma van het hoger onderwijs van het lange type of van een gelijkwaardig niveau behaald in de specialiteit vastgesteld bij elke werving;
  - kandidaat-dekofficieren van de zeemacht houder van het diploma van aspirant-officier ter lange omvaart.

**CHAPITRE II. — Du recrutement et de l'admission aux cycles de formation**

**Section Ire. — Du recrutement pour la première année d'un institut supérieur industriel ou de l'école supérieure de navigation**

**Art. 2.** Le Ministre de la Défense nationale fixe chaque année, pour chaque régime linguistique et pour chaque force, le nombre de candidats officiers à recruter par voie de concours pour la première année d'un institut supérieur industriel ou de l'école supérieure de navigation.

Ces nombres sont portés à la connaissance des intéressés par un avis publié au *Moniteur belge*; cet avis mentionnera en outre le programme du concours d'admission, les dates auxquelles auront lieu les différentes épreuves et la date limite pour l'introduction des inscriptions.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Pour être admis à recevoir la formation d'officier de carrière visée aux articles 12 ou 15, le candidat doit se classer en ordre utile au concours d'admission à la première année d'un institut supérieur industriel ou de l'école supérieure de navigation, en fonction du nombre de places fixé en vertu de l'article 2.

§ 2. Pour pouvoir participer au concours d'admission visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, le candidat doit :

1<sup>o</sup> être Belge;  
2<sup>o</sup> être âgé de 17 ans au moins le 31 décembre de l'année où les épreuves ont lieu et ne pas avoir dépassé l'âge lui permettant d'être nommé sous-lieutenant ou enseigne de vaisseau de deuxième classe ainsi qu'il est dit aux articles 33 et 36;

3<sup>o</sup> s'il n'a pas atteint l'âge de 18 ans et qu'il est mineur non émancipé, justifier du consentement de celui ou de ceux qui exercent à son égard l'autorité parentale;

4<sup>o</sup> posséder les qualités morales indispensables à l'état d'officier; le Ministre de la Défense nationale apprécie si le candidat possède ces qualités;

5<sup>o</sup> être de conduite irréprochable;

6<sup>o</sup> ne pas appartenir aux catégories de personnes visées à l'article 6 de l'arrêté royal du 8 novembre 1977 relatif aux engagements et rengagements volontaires en temps de paix;

7<sup>o</sup> être porteur d'un des titres d'admission à l'enseignement supérieur fixés par l'article 5 des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et sur le programme des examens universitaires;

8<sup>o</sup> être exempt des maladies et des infirmités déterminées par le Roi et posséder le profil médical déterminé par le Roi;

9<sup>o</sup> avoir satisfait à une épreuve de condition physique et à un examen psychotechnique.

§ 3. Les candidats subissent l'examen médical, l'épreuve de condition physique et l'examen psychotechnique en même temps et selon les mêmes règles et modalités que les candidats participant au concours d'admission à l'École royale militaire.

Les candidats à l'école supérieure de navigation doivent en outre avoir satisfait à un examen médical spécial portant sur l'aptitude physique exigée des officiers de pont de la force navale.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Le concours d'admission à la première année d'un institut supérieur industriel ou de l'école supérieure de navigation est le concours prévu pour l'admission à la section « toutes armes » de l'École royale militaire.

Les candidats participent à ce concours à l'École royale militaire en même temps et selon les mêmes règles et modalités que les candidats à cette école.

§ 2. Les candidats qui n'ont pas été classés en ordre utile à l'issue de ce concours peuvent, s'ils en ont exprimé le désir au moment de leur inscription, figurer également au classement pour l'admission à l'École royale militaire.

**Section 2. — Du recrutement complémentaire pour un institut supérieur industriel ou pour l'école supérieure de navigation**

**Art. 5.** Lorsque le nombre d'élèves d'une promotion d'un institut supérieur industriel n'atteint pas, au moment de l'admission des candidats en deuxième, troisième ou quatrième année, celui qui est fixé pour cette promotion en vertu de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, ce

**HOOFDSTUK II. — De werving en de toelating tot de opleidingscyclussen**

**Afdeling I. — De werving voor het eerste jaar van een industriële hogeschool of van de hogere zeevaartschool**

**Art. 2.** De Minister van Landsverdediging bepaalt ieder jaar, voor ieder taalsysteem en voor iedere macht, het aantal voor het eerste jaar van een industriële hogeschool of van de hogere zeevaartschool, bij vergelijkend examen aan te werven kandidaat-officieren.

Deze aantallen worden ter kennis gebracht van de belanghebbenden door een bericht dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt; dit bericht vermeldt bovendien het programma van het vergelijkend toelatingsexamen, de data waarop de verschillende gedeeltes van dit examen plaatshebben en de uiterste datum voor het indienen van de inschrijvingen.

**Art. 3. § 1.** Om tot de in de artikelen 12 of 15 bedoelde opleiding van beroepsofficier te worden toegelaten, moet de kandidaat batig gerangschikt worden in het vergelijkend examen voor toelating tot het eerste jaar van een industriële hogeschool of van de hogere zeevaartschool, afhankelijk van het aantal plaatsen, bepaald ingevolge artikel 2.

§ 2. Om aan het in paragraaf 1 bedoelde vergelijkend toelatingsexamen te kunnen deelnemen, moet de kandidaat :

1<sup>o</sup> Belg zijn;

2<sup>o</sup> ten minste 17 jaar oud zijn en op 31 december van het jaar waarin de examens plaatsvinden en de leeftijd niet overschreden hebben om te kunnen worden benoemd tot onderluitenant of tot vaandrig-ter-zee tweede klasse, zoals bepaald in de artikelen 33 en 36;

3<sup>o</sup> indien hij de leeftijd van 18 jaar niet bereikt heeft en een niet ontvoogde minderjarige is, laten blijken van de toestemming van degene of degenen die te zijnen opzichte de ouderlijke macht uitoefenen;

4<sup>o</sup> de voor de staat van officier onontbeerlijke morele hoedanigheden bezitten; de Minister van Landsverdediging oordeelt of de kandidaat die hoedanigheden bezit;

5<sup>o</sup> van onberispelijk gedrag zijn;

6<sup>o</sup> niet behoren tot de categorieën van personen bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 8 november 1977 betreffende de vrijwillige dienstdieningen en wederdienstdieningen in vredes-tijd;

7<sup>o</sup> houder zijn van één van de titels die toegang verlenen tot het hoger onderwijs, die bepaald zijn bij artikel 5 van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens;

8<sup>o</sup> vrij zijn van de door de Koning bepaalde ziekten en lichaamsgebreken en het door de Koning bepaalde medisch profiel bezitten;

9<sup>o</sup> geslaagd zijn voor een proef van lichamelijke geschiktheid en een psychotechnisch examen.

§ 3. De kandidaten ondergaan het geneeskundig onderzoek, de proef van lichamelijke geschiktheid en het psychotechnisch onderzoek terzelfder tijd en volgens dezelfde regelen en modaliteiten als de kandidaten die het vergelijkend toelatingsexamen tot de Koninklijke Militaire School afleggen.

De kandidaten voor de hogere zeevaartschool moeten bovendien voldaan hebben aan een speciaal geneeskundig onderzoek betreffende de lichamelijke geschiktheid vereist voor de dekkofficieren van de zeemacht.

**Art. 4. § 1.** Het vergelijkend examen voor de toelating tot het eerste jaar van een industriële hogeschool of van de hogere zeevaartschool is het vergelijkend examen dat voor de toelating van de kandidaten tot de afdeling « alle wapens » van de Koninklijke Militaire School.

De kandidaten leggen dit vergelijkend examen af in de Koninklijke Militaire School terzelfder tijd en volgens dezelfde regelen en modaliteiten als de kandidaten voor deze school.

§ 2. De kandidaten die niet batig gerangschikt zijn na dat vergelijkend examen kunnen, voor zover zij bij hun inschrijving daartoe de wens hebben uitgedrukt, eveneens opgenomen worden in de rangschikking met het oog op de toelating tot de Koninklijke Militaire School.

**Afdeling 2. — De aanvullende werving voor een industriële hogeschool of voor de hogere zeevaartschool**

**Art. 5.** Wanneer het aantal leerlingen van een promotie van een industriële hogeschool op het tijdstip van de toelating van de kandidaten tot het tweede, het derde of het vierde jaar niet het getal bereikt dat voor die promotie is vastgesteld krachtens artikel 2,

nombre peut être complété par la voie d'un concours entre les étudiants qui se portent candidats et qui se trouvent dans les conditions requises pour poursuivre leurs études avec les élèves de cette promotion.

Le nombre de candidats à recruter pour chaque régime linguistique et pour chaque année de l'école ainsi que le programme du concours d'admission, les dates auxquelles auront lieu les différentes épreuves et la date limite pour l'introduction des inscriptions sont portés à la connaissance des intéressés par un avis publié au *Moniteur belge*.

Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 s'appliquent également au recrutement des candidats pour la deuxième ou la troisième année de l'école supérieure de navigation.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Pour pouvoir participer au concours d'admission visé à l'article 5, le candidat doit remplir les conditions fixées à l'article 3, § 2, 1<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup> du présent arrêté et être porteur du certificat attestant qu'il a rempli les conditions d'études fixées à l'article 5.

**§ 2.** Le concours d'admission visé à l'article 5 est le concours prévu pour l'admission à la section « toutes armes » de l'École royale militaire.

Les candidats participent à ce concours à l'École royale militaire en même temps et selon les mêmes règles et modalités que les candidats à cette école.

**§ 3.** Les candidats au recrutement complémentaire ne peuvent être admis plus d'une fois à une même année d'un institut supérieur industriel ou de l'école supérieure de navigation.

**§ 4.** Les candidats classés en ordre utile à ce concours sont admis à la formation d'officier et accèdent, selon le cas, à la deuxième, troisième ou quatrième année d'un institut supérieur industriel ou à la deuxième ou troisième année de l'école supérieure de navigation.

### Section 3. — Du recrutement spécial

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque les besoins des forces armées le nécessitent, il est procédé à un recrutement spécial parmi les candidats qui sont porteurs soit d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type long ou d'un niveau équivalent obtenu dans une des spécialités qui ne sont pas enseignées à l'École royale militaire soit du diplôme d'aspirant-officier au long cours.

Dans ce cas, le Ministre de la Défense nationale fixe, pour chaque régime linguistique, par force et pour la spécialisation qu'il détermine, le nombre de candidats officiers à recruter par voie de concours.

Ces nombres, ainsi que le programme du concours d'admission, les dates auxquelles auront lieu les différentes épreuves et la date limite des inscriptions sont portées à la connaissance des intéressés par un avis publié au *Moniteur belge*.

**§ 2.** Les candidats joignent à leur demande d'inscription une copie conforme du diplôme visé au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 8.** Pour pouvoir participer au concours d'admission en vue du recrutement spécial prévu à l'article 7 le candidat doit :

- 1<sup>o</sup> être porteur du diplôme visé au même article 7;
- 2<sup>o</sup> être âgé de 33 ans maximum, de 25 ans pour le personnel navigant élève à la force aérienne ou de 28 ans pour le personnel navigant élève à la force terrestre et à la force navale, le 31 décembre de l'année au cours de laquelle commence la formation;
- 3<sup>o</sup> remplir les conditions fixées à l'article 3, § 2, 1<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup> du présent arrêté;

Les candidats officiers de pont de la force navale ainsi que les candidats officiers pour le personnel navigant aérien doivent en outre avoir satisfait à un examen médical spécial portant sur l'aptitude au service en mer ou au service aérien selon le cas.

**Art. 9.** Le concours d'admission comprend :

1<sup>o</sup> une épreuve portant sur la connaissance approfondie de la langue française ou néerlandaise, aux choix du candidat, et sur la connaissance élémentaire de l'autre langue ou de la langue allemande, conformément à l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, selon les conditions de réussite fixées par le Ministre de la Défense nationale;

2<sup>o</sup> une épreuve portant sur la qualification professionnelle du candidat dans sa spécialité selon les modalités et conditions de réussite fixées par le Ministre de la Défense nationale.

L'épreuve portant sur la qualification professionnelle du candidat est présentée devant un jury d'examen composé d'un président et de trois examinateurs. Le président et les examinateurs sont désignés par le chef de l'état-major général.

eerste lid, mag dit aantal worden aangevuld door middel van een vergelijkend examen onder de studenten die zich kandidaat stellen en die voldoen aan de voorwaarden om hun studies voort te zetten samen met de leerlingen van die promotie.

Door een bericht dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, worden het aantal van de kandidaten die voor elk taalstelsel en voor ieder jaar van de school zullen worden aangeworven, alsook het programma van het vergelijkend toelatingsexamen, de data waarop de verschillende examengedeelten plaatshebben en de uiterste inschrijvingsdatum ter kennis gebracht van de belanghebbenden.

Het eerste en het tweede lid gelden ook voor de werving van kandidaten voor het tweede of het derde jaar van de hogere zeevaartschool.

**Art. 6. § 1.** Om aan het vergelijkend toelatingsexamen bedoeld bij artikel 5 te mogen deelnemen, moet de kandidaat voldoen aan de voorwaarden bepaald bij artikel 3, § 2, 1<sup>o</sup> tot 6<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> en 9<sup>o</sup> van dit besluit en in het bezit zijn van het getuigschrift waaruit blijkt dat hij de studievoorwaarden bepaald bij artikel 5 vervult.

**§ 2.** Het vergelijkend examen bedoeld bij artikel 5 is het vergelijkend examen dat voor de toelating van de kandidaten tot de afdeling « alle wapens » van de Koninklijke Militaire School is bepaald.

De kandidaten leggen dit vergelijkend examen af in de Koninklijke Militaire School terzelfder tijd en volgens dezelfde regelen en modaliteiten als de kandidaten voor deze school.

**§ 3.** De kandidaten voor de aanvullende werving mogen niet meer dan eenmaal toegelaten worden tot eenzelfde studiejaar voor een industriële hogeschool of voor de hogere zeevaartschool.

**§ 4.** De kandidaten die bij dit vergelijkend examen batig gerangschikt zijn worden tot de opleiding van officier toegelaten en hebben toegang, naargelang het geval, tot het tweede, het derde of het vierde jaar van een industriële hogeschool of tot het tweede of het derde jaar van de hogere zeevaartschool.

### Afdeling 3. — De bijzondere werving

**Art. 7. § 1.** Wanneer het voor de krijgsmacht noodzakelijk is heeft een bijzondere werving plaats onder de kandidaten die houder zijn hetzij van een diploma van het hoger onderwijs van het lange type of van een gelijkwaardig niveau behaald in één der specialiteiten die niet onderwezen zijn in de Koninklijke Militaire School hetzij van het diploma van aspirant-officier ter lange omvaart.

In dat geval bepaalt de Minister van Landsverdediging voor ieder taalstelsel, per macht en voor de specialisatie die hij vaststelt, het aantal van de bij vergelijkend examen aan te werven kandidaat-officieren.

Door een bericht dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, worden het aantal van de aan te werven kandidaten, het programma van het vergelijkend examen, de data waarop de verschillende examengedeelten plaatshebben en de uiterste inschrijvingsdatum ter kennis gebracht van de belanghebbenden.

**§ 2.** De kandidaten voegen bij hun inschrijvingsaanvraag een gelijkkluidende copie van het in § 1 bedoeld diploma.

**Art. 8.** Om aan het vergelijkend toelatingsexamen voor de bijzondere werving bepaald bij artikel 7 te mogen deelnemen moet de kandidaat :

- 1<sup>o</sup> houder zijn van het diploma bedoeld in hetzelfde artikel 7;
- 2<sup>o</sup> op 31 december van het jaar waarin de opleiding begint ten hoogste 33 jaar oud zijn, 25 jaar voor de leerling bij het varend personeel van de luchtmacht of 28 jaar voor de leerling bij het varend personeel van de landmacht en de zeemacht;
- 3<sup>o</sup> voldoen aan de voorwaarden bepaald bij artikel 3, § 2, 1<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> tot 6<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> en 9<sup>o</sup> van dit besluit;

De kandidaten-dekofficieren van de zeemacht evenals de kandidaat-officieren voor het luchtvaardend personeel moeten bovendien voldaan hebben aan een speciaal geneeskundig onderzoek betreffende de geschiktheid voor dienst op zee of voor luchtdienst naargelang het geval.

**Art. 9.** Het vergelijkend examen bestaat uit :

1<sup>o</sup> een examen dat betrekking heeft op de grondige kennis van, naar de keuze van de kandidaat, de Nederlandse of de Franse taal en de elementaire kennis van de andere taal of van de Duitse taal, zoals bepaald in artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, volgens de voorwaarden tot slagen bepaald door de Minister van Landsverdediging;

2<sup>o</sup> een examen dat betrekking heeft op de beroepskwalificatie van de kandidaat in zijn specialiteit, volgens de modaliteiten en voorwaarden tot slagen bepaald door de Minister van Landsverdediging.

Het examen dat betrekking heeft op de beroepskwalificatie van de kandidaat wordt afgelegd vóór een examencommissie samengesteld uit een voorzitter en drie examinatoren. De voorzitter en de examinatoren worden door de chef van de generale staf aangeduid.

Les candidats qui se sont classés en ordre utile à ce concours sont admis à la formation de candidat officier visée à l'article 18 ou 20.

#### Section 4. — De l'admission aux cycles de formation

**Art. 10.** Les candidats qui remplissent les conditions prévues au chapitre II, sections 1re à 3 sont admis à un cycle de formation d'officier.

**Art. 11.** Les candidats acquièrent la qualité de candidat officier de carrière le jour de leur admission à la formation d'officier en souscrivant un engagement ou un rengagement initial dont la durée est fixée par le Ministre de la Défense nationale.

### CHAPITRE III. — De la formation

#### Section 1re. — Dispositions applicables aux candidats recrutés pour un institut supérieur industriel

**Art. 12.** Le cycle de formation des candidats officiers recrutés pour un institut supérieur industriel comprend trois parties :

- 1° une instruction militaire de base;
- 2° les cours dans un institut supérieur industriel, suivis des épreuves en vue de l'obtention du diplôme d'ingénieur industriel;
- 3° les cours de perfectionnement.

Ce cycle de formation est complété par des cours de langue préparatoires aux examens sur la connaissance effective de la deuxième langue nationale, prévus par l'article 3 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, et par des cours de formation militaire.

**Art. 13.** L'instruction militaire de base doit permettre de juger si les candidats possèdent les qualités physiques et caractérielles indispensables à l'état d'officier.

A la fin de celle-ci, le Ministre de la Défense nationale retire la qualité de candidat officier de carrière à celui qui obtient une note insuffisante en formation physique ou en valeur morale.

**Art. 14.** En vue de leur admission à la troisième partie du cycle de formation, les candidats choisissent le corps pour lequel ils seront formés, dans l'ordre de leur classement aux épreuves visées à l'article 12, alinéa 1er, 1° et 2°.

Toutefois le Ministre de la Défense nationale peut, en fonction des besoins des forces armées, déroger à cet ordre en raison de la formation militaire ou technique des candidats concernés.

Le cycle de formation est clôturé par une épreuve professionnelle dont le Ministre de la Défense nationale fixe l'organisation. Celle-ci porte sur les connaissances acquises par le candidat au cours de sa formation, y compris les cours de perfectionnement et les cours de formation militaire, et a pour but de vérifier s'il est en mesure de remplir les fonctions d'officier.

#### Section 2. — Dispositions applicables aux candidats recrutés pour l'école supérieure de navigation

**Art. 15.** Le cycle de formation des candidats officiers recrutés pour l'école supérieure de navigation comprend trois parties :

- 1° l'instruction militaire de base visée à l'article 12, alinéa 1er, 1°;
- 2° les cours de la première, deuxième et troisième années de l'école supérieure de navigation, suivis des épreuves en vue de l'obtention du diplôme d'aspirant-officier au long cours;
- 3° les cours à l'école d'application de la force navale.

Ce cycle de formation est complété par des cours de langue préparatoires aux examens sur la connaissance effective de la deuxième langue nationale prévus par l'article 3 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, et par des cours de formation militaire.

**Art. 16.** Le cycle de formation est clôturé par une épreuve professionnelle, dont le Ministre de la Défense nationale fixe l'organisation. Celle-ci porte sur les connaissances acquises par le candidat au cours de sa formation, y compris les cours à l'école d'application de la force navale et les cours de formation militaire, et a pour but de vérifier s'il est en mesure de remplir les fonctions d'officier et en particulier de participer de façon efficace au service général à bord d'un bâtiment de mer et de remplir, tant en mer qu'au port, les fonctions d'officier de quart.

**Art. 17.** Les candidats qui perdent l'aptitude physique exigée des officiers de pont peuvent être autorisés par le Ministre de la Défense nationale à poursuivre leur formation d'officier comme candidats officiers d'un autre corps.

Le Ministre détermine dans chaque cas les cours, stages et épreuves qui leur sont imposés à cette fin.

De candidats die bij dit vergelijkend examen batig gerangschikt zijn worden tot de opleiding van officier bedoeld in artikel 18 of 20 toegelaten.

#### Afdeling 4. — De toelating tot de opleidingscyclussen

**Art. 10.** De kandidaten die voldoen aan de voorwaarden bepaald in hoofdstuk II, afdelingen 1 tot 3 worden toegelaten tot een opleidingscyclus van officier.

**Art. 11.** De kandidaten verwerven de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier op de datum waarop zij tot de opleiding worden toegelaten bij het aangaan van een dienstneming of van een eerste wederdienstneming waarvan de duur door de Minister van Landsverdediging wordt vastgesteld.

### HOOFDSTUK III. — De opleiding

#### Afdeling 1. — Bepalingen toepasselijk op de kandidaten aangeworven voor een industriële hogeschool

**Art. 12.** De opleidingscyclus voor de kandidaat-officieren, die worden aangeworven voor een industriële hogeschool omvat drie gedeelten :

- 1° een militaire basisopleiding;
- 2° de cursussen in een industriële hogeschool, gevolgd door de examens met het oog op het bekomen van het diploma van industrieel ingenieur;
- 3° de cursussen « voortgezette opleiding ».

Die opleidingscyclus wordt aangevuld met taalcursussen die voorbereiden tot de examens over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal, bepaald bij artikel 3 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, en met militaire opleidingscursussen.

**Art. 13.** De militaire basisopleiding moet het mogelijk maken te oordelen of de kandidaten de onontbeerlijke lichamelijke en karakteristieke hoedanigheden voor de staat van officier bezitten.

Aan het einde van die opleiding, ontleent de Minister van Landsverdediging de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier aan degene die in fysische opleiding of in morele waarde een onvolgend cijfer bekomt.

**Art. 14.** Met het oog op hun toelating tot het derde gedeelte van de opleidingscyclus, kiezen de kandidaten het korps waarvoor ze opgeleid zullen worden, in de volgorde van de rangschikking in de examens bedoeld in artikel 12, eerste lid, 1° en 2°.

Van die volgorde kan de Minister van Landsverdediging evenwel, naargelang van de behoeften van de krijgsmacht, afwijken wegens de militaire of technische opleiding van de betrokken kandidaten.

De opleidingscyclus wordt afgesloten met een vakexamen, ingericht op de wijze bepaald door de Minister van Landsverdediging. Dat examen heeft betrekking op de kennis die de kandidaat tijdens zijn opleiding heeft opgedaan, met inbegrip van de cursussen voortgezette opleiding en de cursussen militaire opleiding, en heeft tot doel na te gaan of hij in staat is de functies van officier uit te oefenen.

#### Afdeling 2. — Bepalingen toepasselijk op de kandidaten aangeworven voor de hogere zeevaartschool

**Art. 15.** De opleidingscyclus voor de kandidaten die worden aangeworven voor de hogere zeevaartschool omvat drie gedeelten :

- 1° de militaire basisopleiding bedoeld in artikel 12, eerste lid, 1°;
- 2° de cursussen van het eerste, het tweede en het derde jaar in de hogere zeevaartschool, gevolgd door de examens met het oog op het bekomen van het diploma van aspirant-officier ter lange omvaart;
- 3° de cursussen in de applicatieschool van de zeemacht.

Die opleidingscyclus wordt aangevuld met taalcursussen die voorbereiden tot de examens over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal, bepaald bij artikel 3 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, en met militaire opleidingscursussen.

**Art. 16.** De opleidingscyclus wordt afgesloten met een vakexamen ingericht op de wijze bepaald door de Minister van Landsverdediging. Dat examen heeft betrekking op de kennis die de kandidaat tijdens zijn opleiding heeft opgedaan, met inbegrip van de cursussen in de applicatieschool van de zeemacht en de militaire opleidingscursussen, en heeft tot doel na te gaan of hij in staat is de functies van officier uit te oefenen en in het bijzonder de doelmatige wijze deel te nemen aan de algemene dienst aan boord van een zeebodem en de functie van officier van de wacht, zowel op zee als in de haven, uit te oefenen.

**Art. 17.** De kandidaten die de van de deofficiëren vereiste lichaamsgeschiktheid verliezen kunnen door de Minister van Landsverdediging worden gemachtigd om hun officiersopleiding als kandidaat-officier van een ander korps verder te zetten.

De Minister bepaald voor elk geval welke cursussen, stages en examens hen te dien einde worden opgelegd.

*Section 3. — Dispositions applicables aux candidats issus du recrutement spécial*

**Art. 18.** Le cycle de formation des candidats officiers de carrière issus du recrutement spécial a une durée de deux ans.

A l'exception de la formation des candidats officiers de pont de la force navale, visée à l'article 20, la formation des candidats officiers de carrière issus du recrutement spécial comprend :

- 1° l'instruction militaire de base visée à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°;
- 2° les cours de perfectionnement dans une école d'officiers;
- 3° un stage dans une unité.

**Art. 19.** En vue de leur admission à la seconde partie du cycle de formation, les candidats choisissent le corps pour lequel ils seront formés dans l'ordre de leur classement aux épreuves visées aux articles 9, alinéa 1<sup>er</sup> et 18, alinéa 2, 1<sup>o</sup>.

Toutefois, le Ministre de la Défense nationale peut, en fonction des besoins des forces armées, déroger à cet ordre en raison de la formation militaire ou technique des candidats concernés.

Le cycle de formation est clôturé par une épreuve professionnelle dont le Ministre de la Défense nationale fixe l'organisation. Celle-ci, qui a lieu à l'issue du stage, porte sur les connaissances acquises par le candidat au cours de sa formation et a pour but de vérifier s'il est en mesure de remplir les fonctions d'officier.

**Art. 20.** La formation des candidats officiers de pont de la force navale issus du recrutement spécial comprend les parties visées à l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>.

Leur formation est clôturée par l'épreuve professionnelle visée à l'article 16.

**Art. 21.** La formation des candidats officiers de carrière issus du recrutement spécial est complétée par des cours de langues préparatoires aux examens sur la connaissance effective de la deuxième langue nationale prévus par l'article 3 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

**Art. 22.** Les candidats qui perdent l'aptitude au service aérien ou l'aptitude physique exigée des officiers de pont perdent la qualité de candidat officier de carrière.

**Art. 23.** Les candidats issus du recrutement spécial sont dispensés :

1° de l'instruction militaire de base, s'ils ont suivi antérieurement, avec succès, cette formation ou une formation jugée équivalente;

2° de tout ou partie des cours de perfectionnement dans une école d'officiers ou des cours à l'école d'application de la force navale s'ils ont suivi antérieurement, avec succès, cette formation en tant que candidat officier ou une formation jugée équivalente.

*Section 4. — Dispositions communes à tous les candidats*

**Art. 24.** Le Ministre de la Défense nationale fixe les conditions de réussite du cycle de formation ainsi que les notes générales et particulières exigées.

Le programme de l'instruction militaire, des cours de perfectionnement et des cours à l'école d'application de la force navale ainsi que les coefficients d'importance des branches ou groupes de branches sont fixés dans un règlement particulier arrêté par le Ministre de la Défense nationale.

Le chef d'état-major des forces terrestres, aériennes et navales ainsi que le chef du service médical désigne, chacun en ce qui le concerne, le président et les membres du jury pour l'épreuve professionnelle. Il en est de même de leurs suppléants.

**Art. 25.** Les candidats officiers peuvent être astreints à suivre tout ou partie du cycle de formation imposé en vertu des articles 12, 15 et 18 dans un établissement militaire étranger.

*CHAPITRE IV. — Du régime des études et des examens*

**Art. 26.** Les candidats officiers issus du recrutement normal ou complémentaire sont notés d'une part sur leurs études et d'autre part sur leurs aptitudes militaires.

Les notes d'études résultent de celles obtenues dans un institut supérieur industriel, à l'école supérieure de navigation ou dans un établissement militaire étranger. Elles donnent lieu à une note d'ensemble.

Les notes en aptitudes militaires résultent des notes de l'année en aptitude caractéristique, en instruction militaire et en éducation physique. Elles donnent également lieu à une note d'ensemble.

*Afdeling 3. — Bepalingen toepasselijk op de kandidaten van de bijzondere werving*

**Art. 18.** De opleidingscyclus van de kandidaat-beroepsofficieren van de bijzondere werving duurt twee jaren.

Met uitzondering van de opleiding van de kandidaat-dekofficieren van de zeemacht, bedoeld in artikel 20, omvat de opleiding van de kandidaat-beroepsofficieren van de bijzondere werving :

- 1° de militaire basisopleiding bedoeld in artikel 12, eerste lid, 1°;
- 2° de cursussen voortgezette opleiding in een officierschool;
- 3° een stage in een eenheid.

**Art. 19.** Met het oog op hun toelating tot het tweede gedeelte van de opleidingscyclus, kiezen de kandidaten het korps waarvoor ze opgeleid zullen worden, in de volgorde van hun rangschikking in de examens bedoeld in artikelen 9, eerste lid en 18, tweede lid, 1<sup>o</sup>.

Van die volgorde kan de Minister van Landsverdediging evenwel, naargelang van de behoeften van de krijgsmacht, afwijken wegens de militaire of technische opleiding van betrokken kandidaten.

De opleidingscyclus wordt afgesloten met een vakexamen, ingericht op de wijze bepaald door de Minister van Landsverdediging. Dat examen heeft plaats na afloop van de stage en heeft betrekking op de kennis die de kandidaat tijdens zijn opleiding heeft opgedaan en heeft tot doel na te gaan of hij in staat is de functies van officier uit te oefenen.

**Art. 20.** De opleiding van de kandidaat-dekofficieren van de zeemacht van de bijzondere werving omvat de gedeeltes bedoeld in artikel 15, eerste lid, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>.

Hun opleiding wordt afgesloten met het vakexamen bedoeld in artikel 16.

**Art. 21.** De opleiding van de kandidaat-beroepsofficieren van de bijzondere werving wordt aangevuld met taalcursussen die voorbereiden tot de examens over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal, bepaald bij artikel 3 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

**Art. 22.** De kandidaten die de geschiktheid voor luchtdienst of de vereiste lichamelijke geschiktheid van dekofficieren verliezen, verliezen de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier.

**Art. 23.** De kandidaten van de bijzondere werving worden vrijgesteld :

1° van de militaire basisopleiding indien zij voordien, met goed gevolg, deze opleiding of een gelijkwaardige opleiding hebben gevolgd;

2° geheel of gedeeltelijk van de vervolmakingscursussen in een officierschool of van de cursussen aan de applicatieschool van de zeemacht indien zij voordien, met goed gevolg, deze opleiding als kandidaat-officier of een gelijkwaardige opleiding hebben gevolgd.

*Afdeling 4. — Algemene bepalingen voor alle kandidaten*

**Art. 24.** De Minister van Landsverdediging bepaalt de voorwaarden om voor de opleidingscyclus te slagen alsook de vereiste algemene en bijzondere cijfers.

Het programma van de militaire opleiding, van de cursussen voortgezette opleiding en van de cursussen aan de applicatieschool van de zeemacht alsook de belangrijkheidscoëfficiënten van de vakken of groepen van vakken worden vastgelegd in een bijzonder règlement dat door de Minister van Landsverdediging is vastgesteld.

De stafchef van de land-, lucht- en zeemacht alsook de chef van de medische dienst wijst, elk voor wat hem betreft, de voorzitter en de leden aan van de examencommissies voor het vakexamen. Hetzelfde geldt voor hun plaatsvervangers.

**Art. 25.** De kandidaat-beroepsofficieren kunnen verplicht worden het geheel of een gedeelte van de opleidingscyclus opgelegd krachtens artikelen 12, 15 en 18 in een buitenlandse militaire instelling te volgen.

*HOOFDSTUK IV. — Regeling der studies en examens*

**Art. 26.** De kandidaat-officieren van de normale of de aanvullende werving worden eensdeels beoordeeld over hun studies en anderdeels over hun militaire bekwaamheid.

De cijfers over de studies vloeien voort uit de cijfers behaald in een industriële hogeschool, in de hogere zeevaartschool of in een buitenlandse militaire instelling. Zij geven aanleiding tot een enkel cijfer over het geheel.

De cijfers voor de militaire bekwaamheid vloeien voort uit de cijfers tijdens het jaar bekomen voor karakteristieke waarde, militaire opleiding en lichamelijke opvoeding. Zij geven eveneens aanleiding tot een enkel cijfer over het geheel.

Ces deux notes d'ensemble, affectées d'un coefficient d'importance fixé par le Ministre de la Défense nationale, servent à établir une note générale à la fin de chaque année d'étude.

#### CHAPITRE V. — Des mesures en cas d'échec

**Art. 27.** Le candidat issu du recrutement normal ou complémentaire qui échoue peut recommencer une seule fois :

- 1° une des années de la formation visée à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° ou à l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°;
- 2° l'épreuve professionnelle visée à l'article 14 ou 16.

Toutefois, lorsque l'échec est dû à la négligence du candidat, le chef de l'état-major général peut refuser l'autorisation à recommencer.

Le candidat issu du recrutement normal ou complémentaire qui n'a réussi, à aucun des deux essais, l'épreuve sur la connaissance effective de la deuxième langue nationale prévue par l'article 3 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, continue à suivre les cours avec sa promotion initiale. Pour l'avancement, il suit le sort de la promotion avec laquelle il réussit cette épreuve.

**Art. 28.** Le candidat issu du recrutement spécial qui échoue peut recommencer une seule fois l'épreuve professionnelle visée à l'article 19 ou 20.

Toutefois, lorsque l'échec est dû à la négligence du candidat, le chef de l'état-major général peut refuser l'autorisation à recommencer.

Le candidat issu du recrutement spécial qui n'a réussi, à aucun des deux essais, l'épreuve sur la connaissance effective de la deuxième langue nationale, prévue par l'article 3 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, représente cette épreuve avec les élèves de la promotion suivante.

Dans les cas visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3, le candidat est affecté provisoirement à une unité de son corps. Pour l'avancement, il suit le sort de la promotion avec laquelle il réussit l'épreuve professionnelle ou l'épreuve sur la connaissance effective de la deuxième langue nationale.

#### CHAPITRE VI. — De l'ajournement

**Art. 29.** Peut être ajourné le candidat officier qui, pour des raisons de santé, de grossesse ou pour des raisons graves ou exceptionnelles se trouve ou s'est trouvé dans l'impossibilité de se préparer ou de se présenter en temps utile à une des épreuves visées aux articles 12, 14, 15, 16, 18 ou 19.

Sur demande motivée du candidat, le chef de l'état-major général accorde ou refuse l'ajournement et, les cas échéant, décide à quelle épreuve l'élève doit se représenter et s'il doit suivre à nouveau les cours en tout ou en partie.

L'élève ajourné peut être autorisé à poursuivre sa formation. Il doit, dans ce cas, se présenter à l'épreuve portant sur les branches pour lesquelles il a obtenu un ajournement qui est organisée dès que la cause de son ajournement prend fin. S'il ne satisfait pas à cette épreuve ou s'il n'y participe pas, il est considéré comme ayant échoué à la session d'examens pour laquelle il a été ajourné.

Le Ministre de la Défense nationale détermine la procédure d'ajournement.

**Art. 30.** Le candidat officier qui ne participe pas à une des épreuves d'une session d'examens pour laquelle il a été convoqué et qui n'a pas obtenu d'ajournement, est considéré comme ayant échoué à cette épreuve.

Pour le calcul du nombre d'autorisations de recommencer une année ou une partie de la formation, il n'est pas tenu compte du défaut de participation d'un élève qui a bénéficié d'un ajournement à la suite duquel il a dû recommencer une année ou une partie de la formation.

Pour l'avancement, il suit le sort de la promotion avec laquelle il a recommencé cette année ou cette partie de la formation.

#### CHAPITRE VII. — De l'avancement

##### Section Ire. — Des candidats officiers élèves dans un institut supérieur industriel

**Art. 31.** Les candidats officiers ingénieurs industriels du recrutement normal ou complémentaire sont commissionnés au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes :

- 1° être porteurs du diplôme de candidat ingénieur industriel;

- 2° avoir réussi l'épreuve sur la connaissance effective de la deuxième langue nationale prévue par l'article 3 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée;

Deze twee cijfers over het geheel worden met een door de Minister van Landsverdediging vastgesteld coëfficiënt vermenigvuldigd en dienen tot het vormen van een algemeen beoordelingscijfer op het einde van elk studiejaar.

#### HOOFDSTUK V. — Maatregelen in geval van niet-slagen

**Art. 27.** De kandidaat van de normale of de aanvullende werving die niet slaagt mag éénmaal herbeginnen :

- 1° één der jaren van de vorming bedoeld in artikel 12, eerste lid, 2° of in artikel 15, eerste lid, 2°;
- 2° het beroepsexamen bedoeld in artikel 14 of 16.

Wanneer de mislukking echter te wijten is aan de nalatigheid van de kandidaat, kan de chef van de generale staf de toelating om te herbeginnen weigeren.

De kandidaat van de normale of de aanvullende werving die in geen van de twee pogingen geslaagd is voor het examen over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal voorzien in artikel 3 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, zet de cursussen voort met zijn oorspronkelijke promotie. Wat de bevordering betreft volgt hij het lot van de promotie waarmee hij voor dit examen slaagt.

**Art. 28.** De kandidaat van de bijzondere werving die niet slaagt, mag éénmaal het vakexamen bedoeld in artikel 19 of 20 herbeginnen.

Wanneer de mislukking echter te wijten is aan de nalatigheid van de kandidaat kan de chef van de generale staf de toelating om te herbeginnen weigeren.

De kandidaat van de bijzondere werving die in geen van de twee pogingen geslaagd is voor het examen over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal voorzien in artikel 3 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, legt het examen opnieuw af met de leerlingen van de volgende promotie.

In de gevallen bedoeld in het eerste en het derde lid wordt de kandidaat voorlopig aangewezen voor een eenheid van zijn korps. Wat de bevordering betreft volgt hij het lot van de promotie waarmee hij voor het vakexamen of voor het examen over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal slaagt.

#### HOOFDSTUK VI. — Het uitstel

**Art. 29.** Uitstel kan verkrijgen de kandidaat-officier die, om gezondheidsredenen, omwille van een zwangerschap of wegens ernstige of uitzonderlijke omstandigheden, in de onmogelijkheid verkeert of verkeerd heeft zich voor te bereiden of zich tijdig aan te melden voor één der examens bedoeld in de artikelen 12, 14, 15, 16, 18 of 19.

Op de met redenen omklede vraag van de kandidaat, staat de chef van de generale staf het uitstel af dan niet toe en, in voorkomend geval, beslist hij voor welk examen de leerling zich opnieuw dient aan te melden en of hij de cursussen geheel of gedeeltelijk opnieuw dient te volgen.

De uitgestelde leerling mag toegelaten worden zijn opleiding verder te zetten. Hij moet, in dat geval, zich voor het examen melden over de vakken waarvoor hij een uitstel heeft bekomen dat ingericht wordt zodra de oorzaak van zijn uitstel ophoudt te bestaan. Indien hij aan dit examen niet voldoet of indien hij er niet aan deelneemt, wordt hij geacht gezakt te zijn voor de zitting waarvoor hij werd uitgesteld.

De Minister van Landsverdediging bepaalt de uitstelprocedure

**Art. 30.** De kandidaat-officier die niet deelneemt aan één der examens van een examen zitting waarvoor hij werd opgeroepen en die geen uitstel verkrijgt, wordt geacht te zijn gezakt voor die zitting.

Voor de berekening van het aantal toelatingen om een jaar of opleidingsgedeelte te herbeginnen wordt geen rekening gehouden met de niet-deelneming van een leerling die een uitstel heeft gekregen ten gevolge waarvan hij een jaar of opleidingsgedeelte heeft moeten herbeginnen.

Wat de bevordering betreft, volgt hij het lot van de promotie waarmee hij dit jaar of opleidingsgedeelte is herbegonnen.

#### HOOFDSTUK VII. — De bevordering

##### Afdeling I. — De kandidaat-officieren leerling aan een industriële hogeschool

**Art. 31.** De kandidaat-officieren industriële ingenieur van de normale of de aanvullende werving worden aangesteld in de graad van onderluitenant of van vaandrig-ter-zee tweede klasse wanneer ze volgende voorwaarden vervullen :

- 1° houder zijn van het diploma van kandidaat industrieel ingenieur;

- 2° geslaagd zijn voor het examen over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal, voorzien in artikel 3 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger;

3° avoir accompli avec succès deux années de formation depuis leur engagement ou rengagement initial.

Les candidats officiers ingénieurs industriels d'une promotion qui remplissent les conditions requises au cours de la même année académique, sont commissionnés au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe le même jour et en principe au début de l'année académique suivante.

**Art. 32.** Les candidats officiers ingénieurs industriels qui ont été commissionnés au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe à la même date sont classés provisoirement entre eux sur base des notes obtenues avant leur commissionnement audit grade, selon les règles fixées par le Ministre de la Défense nationale.

Dans tous les cas, les élèves recrutés directement pour la deuxième, la troisième ou la quatrième année d'un institut supérieur industriel, sont classés après les élèves recrutés pour la première année et qui ont été commissionnés au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe à la même date.

**Art. 33.** Les candidats officiers ingénieurs industriels sont nommés au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe après avoir réussi l'épreuve professionnelle visée à l'article 14.

Ils ne peuvent avoir dépassé l'âge de 35 ans à la date où la nomination prend effet pour le calcul de l'ancienneté, sauf dans les cas prévus aux articles 27 et 29.

Ils sont classés définitivement dans le corps où ils sont inscrits sur base des notes générales prévues à l'article 26, selon les règles fixées par le Ministre de la Défense nationale.

#### Section 2. — Des candidats officiers élèves à l'école supérieure de navigation

**Art. 34.** Les candidats officiers de pont de la force navale du recrutement normal ou complémentaire sont commissionnés au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes :

1° être porteurs du diplôme de candidat en sciences nautiques;

2° avoir réussi l'épreuve sur la connaissance effective de la deuxième langue nationale prévue par l'article 3 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée;

3° avoir accompli avec succès deux années de formation depuis leur engagement ou rengagement initial.

Les candidats officiers de pont d'une promotion qui remplissent les conditions requises au cours de la même année académique, sont commissionnés au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe le même jour et en principe au début de l'année académique suivante.

**Art. 35.** Les candidats officiers de pont qui ont été commissionnés au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe à la même date sont classés provisoirement entre eux sur base des notes obtenues avant leur commissionnement audit grade, suivant les règles fixées par le Ministre de la Défense nationale.

Dans tous les cas, les élèves recrutés directement pour la deuxième ou pour la troisième année à l'école supérieure de navigation sont classés après les élèves recrutés pour la première année et qui ont été commissionnés au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe à la même date.

**Art. 36.** Les candidats officiers de pont sont nommés au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe après avoir réussi l'épreuve professionnelle visée à l'article 16.

Ils ne peuvent avoir dépassé l'âge de 35 ans à la date où la nomination prend effet pour le calcul de l'ancienneté, sauf dans les cas prévus aux articles 27 et 29.

Ils sont classés définitivement dans le corps où ils sont inscrits sur base des notes générales prévues à l'article 26, selon les règles fixées par le Ministre de la Défense nationale.

#### Section 3. — Des candidats issus du recrutement spécial

**Art. 37.** Pour être nommé au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe, les candidats issus du recrutement spécial doivent remplir les conditions suivantes :

1° avoir suivi avec succès le cycle de formation visé à l'article 18 ou 20;

2° avoir réussi l'épreuve sur la connaissance effective de la deuxième langue nationale prévue par l'article 3 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée;

3° ne pas avoir dépassé l'âge de 35 ans à la date où la nomination prend effet pour le calcul de l'ancienneté, sauf dans les cas prévus aux articles 28 et 29.

3° met goed gevolg twee jaar opleiding voltooid hebben sedert hun dienstneming of eerste wederdienstneming.

De kandidaat-officieren industrieel ingenieur van een promotie die, in de loop van hetzelfde academisch jaar, de vereiste voorwaarden vervullen, worden aangesteld in de graad van onderluitenant of van vaandrig-ter-zee tweede klasse op dezelfde dag en in principe bij het begin van het volgend academisch jaar.

**Art. 32.** De op dezelfde datum in de graad van onderluitenant of van vaandrig-ter-zee tweede klasse aangestelde kandidaat-officieren industrieel ingenieur worden voorlopig onderling gerangschikt op grond van de cijfers bekomen voor hun aanstelling in die graad, volgens de regels vastgesteld door de Minister van Landsverdediging.

In elk geval worden de leerlingen, die rechtstreeks voor het tweede, het derde of het vierde jaar van een industriële hogeschool werden aangeworven, gerangschikt na de leerlingen die voor het eerste jaar werden aangeworven en die op dezelfde datum in de graad van onderluitenant of van vaandrig-ter-zee tweede klasse werden aangesteld.

**Art. 33.** De kandidaat-officieren industrieel ingenieur worden in de graad van onderluitenant of van vaandrig-ter-zee tweede klasse benoemd nadat ze geslaagd zijn voor de in artikel 14 bedoelde vakexamen.

Ze mogen niet ouder zijn dan 35 jaar op de datum waarop hun benoeming voor de berekening van de anciënniteit ingaat, behalve voor de gevallen voorzien in de artikelen 27 en 29.

Ze worden definitief gerangschikt in het korps waarin ze ingeschreven zijn op grond van de algemene cijfers voorzien in artikel 26, volgens de regels vastgesteld door de Minister van Landsverdediging.

#### Afdeling 2. — De kandidaat-officieren leerling in de hogere zeevaartschool

**Art. 34.** De kandidaat-dekofficieren van de zeemacht van de normale of de aanvullende werving worden aangesteld in de graad van vaandrig-ter-zee tweede klasse wanneer ze volgende voorwaarden vervullen :

1° houder zijn van het diploma van kandidaat in de nautische wetenschappen;

2° geslaagd zijn voor het examen over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal, voorzien in artikel 3 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger;

3° met goed gevolg twee jaar opleiding voltooid hebben sedert hun dienstneming of eerste wederdienstneming.

De kandidaat-dekofficieren van een promotie die, in de loop van hetzelfde academisch jaar, de vereiste voorwaarden vervullen, worden aangesteld in de graad van vaandrig-ter-zee tweede klasse op dezelfde dag en in principe bij het begin van het volgend academisch jaar.

**Art. 35.** De op dezelfde datum in de graad van vaandrig-ter-zee tweede klasse aangestelde dekofficieren worden voorlopig onderling gerangschikt op grond van de cijfers bekomen vóór hun aanstelling in die graad, volgens de regels vastgesteld door de Minister van Landsverdediging.

In elk geval worden de leerlingen, die rechtstreeks voor het tweede of het derde jaar van de hogere zeevaartschool werden aangeworven, gerangschikt na de leerlingen die voor het eerste jaar werden aangeworven en die op dezelfde datum in de graad van vaandrig-ter-zee tweede klasse werden aangesteld.

**Art. 36.** De kandidaat-dekofficieren worden in de graad van vaandrig-ter-zee tweede klasse benoemd nadat ze geslaagd zijn voor de in artikel 16 bedoelde vakexamen.

Ze mogen niet ouder zijn dan 35 jaar op de datum waarop hun benoeming voor de berekening van de anciënniteit ingaat, behalve voor de gevallen bepaald in de artikelen 27 en 29.

Ze worden definitief gerangschikt in het korps waarin ze ingeschreven zijn op grond van de algemene cijfers bepaald in artikel 26, volgens de regels vastgesteld door de Minister van Landsverdediging.

#### Afdeling 3. — De kandidaten uit de bijzondere werving

**Art. 37.** Om in de graad van onderluitenant of van vaandrig-ter-zee tweede klasse te worden benoemd, moeten de kandidaten uit de bijzondere werving de volgende voorwaarden vervullen :

1° met goed gevolg de opleidingscyclus bedoeld in artikel 18 of 20 hebben gevolgd;

2° geslaagd zijn voor het examen over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal, voorzien in artikel 3 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger;

3° niet ouder zijn dan 35 jaar op de datum waarop de benoeming voor de berekening van de anciënniteit ingaat, behalve voor de gevallen voorzien in de artikelen 28 en 29.

**Art. 38.** Les candidats issus du recrutement spécial qui ont réussi les épreuves clôturant le cycle de formation sont nommés sous-lieutenant ou enseigne de vaisseau de deuxième classe à la même date.

Ils sont classés dans le corps où ils sont inscrits sur base des notes obtenues pendant le cycle de formation fixé à l'article 18 ou 20, selon les règles fixées par le Ministre de la Défense nationale.

Ils sont classés après les officiers issus du recrutement normal ou complémentaire qui ont été nommés à la même date au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe.

**CHAPITRE VIII. — De la perte de la qualité de candidat officier et du retrait de la commission au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe**

**Art. 39.** Le Ministre de la Défense nationale retire la qualité de candidat officier de carrière :

1° au candidat qui, de l'avis de la commission militaire d'aptitude et de réforme, ne possède plus le profil médical minimum requis pour poursuivre le cycle de formation d'officier de carrière;

2° au candidat qui, sur rapport motivé des Chefs hiérarchiques, ne possède plus les qualités morales indispensables à l'état d'officier; le rapport des supérieurs hiérarchiques doit être porté à la connaissance de l'intéressé, qui peut y joindre un mémoire justificatif.

S'il s'agit d'un candidat commissionné au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe, la procédure prévue pour la démission d'office des officiers de carrière est appliquée.

Le chef de l'état-major général retire la qualité de candidat officier de carrière :

1° au candidat qui, en vertu des articles 27 ou 28, n'est pas autorisé à poursuivre sa formation;

2° au candidat qui a échoué définitivement à l'épreuve sur la connaissance effective de deuxième langue nationale en vertu de l'article 4bis de la loi du 30 juillet 1936 concernant l'usage des langues à l'armée;

3° au candidat qui le demande; toutefois, le chef de l'état-major général peut lui refuser le retrait s'il estime cette mesure contraire à l'intérêt du service;

4° au candidat qui est condamné sans sursis à la destitution prévue par l'article 6 du Code pénal militaire, qui est privé de son grade sans sursis en application des articles 8 et 54 du Code pénal militaire ou qui, en application des articles 32 ou 33 du Code pénal, fait l'objet d'une interdiction sans sursis de l'exercice d'un ou de plusieurs droits énumérés à l'article 31 du même Code, si cette condamnation n'entraîne pas la résiliation d'office de l'engagement ou du rengagement initial.

**Art. 40.** La commission au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe est retirée à l'élève qui perd la qualité de candidat officier de carrière par application de l'article 39.

**CHAPITRE IX. — Dispositions diverses**

**Art. 41.** Le Ministre de la Défense nationale règle l'avancement des candidats officiers de carrière dans les grades en-dessous de ceux d'officier. Il peut leur conférer un ou plusieurs grades par commission.

La perte de la qualité de candidat officier de carrière entraîne le retrait de ces commissions.

**Art. 42.** L'arrêté royal du 17 décembre 1963 relatif au recrutement et à la formation, par la voie du cadre, des candidats officiers de carrière des forces terrestres, aériennes et navales est abrogé.

**Art. 43.** L'arrêté royal du 17 décembre 1963 relatif au recrutement et à la formation, par la voie du cadre, des candidats officiers de carrière des forces terrestres, aériennes et navales, reste applicable aux candidats officiers de carrière qui ont été agréés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 44.** Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 octobre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,

G. COÛME

**Art. 38.** De kandidaten uit de bijzondere werving die voor de examens die de opleidingscyclus beëindigen zijn geslaagd, worden op dezelfde datum tot onderluitenant of vaandrig-ter-zee tweede klasse benoemd.

Ze worden gerangschikt in het korps waarin ze ingeschreven zijn op grond van de cijfers bekomen gedurende de opleidingscyclus bedoeld in artikel 18 of 20, volgens de regels vastgelegd door de Minister van Landsverdediging.

Ze worden gerangschikt na de officieren uit de normale of aanvullende werving die op dezelfde datum in de graad van onderluitenant of van vaandrig-ter-zee tweede klasse werden benoemd.

**HOOFDSTUK VIII. — Het verlies van de hoedanigheid van kandidaat-officier en de ontneming van de aanstelling in de graad van onderluitenant of van vaandrig-ter-zee tweede klasse**

**Art. 39.** De Minister van Landsverdediging ontnemt de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier :

1° aan de kandidaat die, volgens het advies van de militaire commissie voor geschiktheid en reform, het minimum medisch profiel om de opleidingscyclus van beroepsofficier voor te zetten niet meer bezit;

2° aan de kandidaat die, op gemotiveerd verslag van de hiërarchische meerderen; de tot de staat van officier onmisbare zedelijke hoedanigheden niet meer bezit; van het verslag van de hiërarchische meerderen moet kennis worden gegeven aan de betrokkene, die er een memorie ter verantwoording mag aan toevoegen.

Betreft het een kandidaat die aangesteld is in de graad van onderluitenant of van vaandrig-ter-zee tweede klasse, dan wordt de procedure bepaald door het ontslag van ambtswege van beroepsofficieren, toegepast.

De chef van de generale staf ontnemt de hoedanigheid van kandidaat-officier :

1° aan de kandidaat die, bij toepassing van de artikelen 27 of 28, niet toegelaten is zijn opleiding voort te zetten;

2° aan de kandidaat die definitief werd afgewezen voor het examen over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal krachtens artikel 4bis van de wet van 30 juli 1936 betreffende het gebruik der talen bij het leger;

3° aan de kandidaat die het vraagt; de chef van de generale staf kan evenwel de gevraagde ontneming weigeren indien hij deze maatregel strijdig oordeelt met het dienstbelang;

4° veroordeeld wordt zonder uitstel tot de afzetting als bepaald in artikel 6 van het Militair Strafwetboek, van zijn graad beroofd wordt zonder uitstel op grond van de artikelen 8 en 54 van het Militair Strafwetboek of bij toepassing van de artikelen 32 of 33 van het Strafwetboek het voorwerp uitmaakt van de ontzetting zonder uitstel uit één of meer rechten opgesomd in het artikel 31 van hetzelfde Wetboek, indien deze veroordeling niet tot gevolg heeft dat de dienstneming of de eerste wederdienstneming van ambtswege wordt verbroken.

**Art. 40.** De aanstelling in de graad van onderluitenant of van vaandrig-ter-zee tweede klasse wordt ontnomen aan de leerling die, bij toepassing van artikel 39, de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier verliest.

**HOOFDSTUK IX. — Diverse bepalingen**

**Art. 41.** De Minister van Landsverdediging regelt de bevordering van de kandidaat-beroepsofficieren in de graden beneden deze van officier. Hij mag hen één of meer graden door aanstelling verlenen.

Het verlies van de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier brengt de intrekking van deze aanstellingen mee.

**Art. 42.** Het koninklijk besluit van 17 december 1963 betreffende de werving en de opleiding, langs het kader, van de kandidaat-beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht wordt opgeheven.

**Art. 43.** Het koninklijk besluit van 17 december 1963 betreffende de werving en de opleiding, langs het kader, van de kandidaat-beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht, blijft van toepassing op de kandidaat-beroepsofficieren die aangenomen werden vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 44.** Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 oktober 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

G. COÛME